

La Semaine en 4 jours

Le Premier ministre ATTAL, après avoir expérimenté la semaine en 4 jours dans certains services, souhaite généraliser cette expérimentation dans les trois versants de la Fonction publique fin 2025.

A l'Education nationale, l'expérimentation ne se fera que dans les services déconcentrés et en administration centrale. Les EPLE ne seront pas concernés.

Le principe est de faire la semaine de 5 jours en 4 jours sans réduction du temps de travail, ni perte de salaire.

La ville de Lyon mène cette expérience depuis septembre 2023. Le constat est très mitigé puisque les personnels ont plus pointé la charge et l'amplitude de travail que la flexibilité et ses prétendus avantages.

La motivation de cette mesure très politique

Cette mesure est motivée par la volonté du gouvernement de répondre à la demande de réduction de la dépense publique Qui auraient explosé des dernières années. Et maintenant que la crise du COVID est derrière nous, il est temps de répondre aux injonctions de Bruxelles sur la règle des 3% budgétaire. Et de faire payer aux salariés le « Quoi qu'il en coûte » sans remettre en question les aides publiques versées sans conditions ni contrôle aux entreprises.

C'est dans ce cadre que le ministre de l'Économie a fait les annonces de réduction des dépenses publiques sur deux ans à hauteur de 40 milliards.

Cette fausse bonne idée de la semaine en 4 jours est un des nombreux outils qui permettrait d'y répondre. Cette mesure rend possible des réductions de la surface immobilière de l'État, des économies d'énergie, la remise en question du travail en présentiel et en distanciel. Cette proposition remet en débat le temps de travail et les jours de RTT.

Un impact réel pour les personnels

L'idée peut paraître très séduisante. Mais il y a une énorme différence entre travailler 35h sur 5 jours et 35h sur 4 jours. L'amplitude et la charge de travail ne sont pas les mêmes, il y aura naturellement des conséquences sur les conditions de travail, sur le télétravail, mais aussi sur la réorganisation du travail au sein des services.

Ce choix nécessite, même si c'est une expérimentation, une véritable réflexion des conséquences de celui-ci sur sa vie professionnelle mais aussi sur sa vie personnelle.

Un dialogue social inexistant !

La note du premier ministre précise que l'administration doit favoriser un dialogue collectif en prise directe avec le personnel en lieu et place de ses représentants. C'est cette philosophie qui a guidé la présentation du projet de loi Fonction publique à propos duquel le ministre GUÉRINI dit s'appuyer sur les réponses directes des agents et les souhaits des collectifs de services public.

Cette note n'a fait l'objet d'aucune discussion au niveau national avec les représentants élus des personnels. C'est scandaleux !

FO n'est pas opposée par principe à la semaine de travail en 4 jours mais dans un cadre négocié.

Pour le SPASEEN-FO, la semaine en 4 jours, c'est :

- une semaine de travail en 4 jours ou 4,5 jours avec réduction du temps de travail ;
- le volontariat ;
- le jour non travaillé au choix de l'agent ;
- aucun impact sur les temps partiels ;
- aucun impact sur les jours de congés, RTT comprise ;
- pas d'impact sur la combinaison avec le télétravail.

Pour le SPASEEN-FO, les expérimentations ne doivent pas devenir conclusives sans un bilan et une analyse de celles-ci, notamment sur les conditions de travail.

À ce stade, le SPASEEN-FO rappelle son opposition à la semaine en 4 jours sans réduction du temps de travail.

Le SPASEEN-FO avait déjà alerté sur la dégradation des conditions de travail lors du « faux » passage aux 35H en 2000. Il réitère sa revendication : Oui à la baisse du temps de travail et au recrutement massif de titulaires pour pourvoir aux missions.